

Lorsque le ministre de l'Agriculture a assumé ses fonctions, à cause de son intérêt pour l'agriculture et parce qu'il venait de l'Ouest, j'ai presque éprouvé de la sympathie pour lui. On pense à Job et à ses malheurs. C'est qu'il est très difficile à un ministre de l'Agriculture canadien d'administrer les services avec des politiques contradictoires d'un bout à l'autre du pays. Je me suis dit qu'il ne fallait pas être trop sévère à son égard, mais j'ai été attristé de ne pas l'entendre dire un mot du problème si ce n'est pour essayer de réfuter les arguments de mon collègue le très honorable représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker). Le ministre devrait vraiment laisser ce soin à quelqu'un d'autre.

Au lieu de nous parler des perspectives d'avenir, le ministre nous a servi les mêmes vieilles rengaines que j'entends depuis quatre ou cinq ans. La question fondamentale, ce n'est pas le revenu brut des cultivateurs. Que m'importe mon revenu brut et je ne pense pas que le ministre de l'Agriculture se préoccupe du sien. L'autre chiffre dont il faut tenir compte, ce sont les dépenses brutes. Le ministre des Finances (M. Benson) comprend que le chiffre qui importe, c'est le revenu net, l'argent que la personne a en poche. Si vous n'avez aucun numéraire, à quoi bon vous parler des montants bruts des ventes. J'estime que c'est insulter grossièrement la Chambre que de dire que c'est là une réponse, afin de suppléer au manque d'idées dans la tête du ministre de l'Agriculture.

• (8.20 p.m.)

Alors j'ai perdu la sympathie que j'éprouvais pour le ministre, parce qu'au lieu de faire comme Job couvert d'afflictions de toutes sortes, il est plutôt comme Moïse dans les joncs, et même pas, mais plutôt comme Bud dans les joncs pris dans les herbes folles, qui attend les applaudissements rares et transitoires de quelques députés restés pour écouter le ministre. Voilà ce qu'il fait au lieu de nous exposer des politiques et des programmes qui permettraient à la communauté agricole, l'armature de l'économie canadienne, de progresser.

Il y a des vis-à-vis qui représentent des régions rurales et qui, je pense, reconnaîtraient au fond avec moi, s'ils ne craignaient d'être pris en défaut par le whip de leur parti, que le cultivateur canadien est un homme oublié par le cabinet, qui est préoccupé et dominé par les constitutions de toutes sortes, les droits civils, bons ou mauvais, et le camouflage. Franchement, je dis aux Canadiens que les cultivateurs s'impatientent beaucoup tandis que le gouvernement songe encore aux théories du fédéralisme et craint

[M. Nowlan.]

de les mettre en pratique. Il pense surtout à faire de l'épate et le bravache devant la télévision, mais lorsque les députés ministériels viennent à la Chambre, ils gardent le silence en matière de politique. Tel n'est pas le gouvernement qu'avait élu le peuple canadien en juin 1968 pour qu'il lui fasse voir la terre promise. Bud, lui, reste caché dans les roseaux, inactif et sans dessein.

Toutes les déclarations sur l'agriculture que j'ai entendues depuis mon arrivée à la Chambre n'ont été que du rapiéçage. Même le ministre d'État, qui a au moins essayé de s'attaquer à certains problèmes fondamentaux, nous a cité des faits et des statistiques sur les efforts qu'improvise le gouvernement en bouchant du doigt une lézarde de la digue comme le faisait le petit hollandais. Le gouvernement essaie de régler le problème en versant un petit acompte ici, en aidant le cultivateur là, mais ce ne sont là que des politiques de réaction, des réflexes, puisqu'il n'y a jamais eu de politique positive. Voilà la cause réelle du problème. Ces gens ne se sont jamais arrêtés pour se poser certaines questions fondamentales et pour établir quelques objectifs de base d'une politique agricole canadienne.

Le gouvernement ne s'est même pas demandé quelle place tient dans notre pays la ferme familiale. Il ne s'est pas demandé ce qu'il fallait faire, des ventes excédentaires et de la production florissante et grandissante de céréales tendres dans les pays autrefois importateurs devenus exportateurs. Les fermes jouiront-elles de la liberté ou bien laisserons-nous le gouvernement dicter les politiques à suivre et exercer un contrôle? Quelles seront les tendances de la production agricole à l'avenir? Que faisons-nous des excédents destinés à l'exportation? Quelles sont nos politiques sur le plan international, si politiques il y a? Pouvons-nous produire sans recourir aux subventions? Le problème devient très urgent dans l'Est. Avons-nous dans certaines régions une production préjudiciable à d'autres régions? Produisons-nous pour les pays naissants et y faisons-nous une répartition qui peut nuire à leur propre production? Le gouvernement devrait se poser ces questions et, au besoin, élaborer les politiques convenables. Mais ces questions, il ne se les est même pas posées.

Nous convenons tous que le pays évolue, que le monde lui-même évolue. On espère que des hommes vont alunir à 1 heure demain matin et pourtant, nous continuons à parler ici de politique à suivre et des luttes électorales de 1962, 1963 et 1965 plutôt que de prévoir une politique qui nous permettrait de voir les choses de plus haut, pas d'aussi haut que la lune—nous n'avons pas envie d'atteindre la